

# LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE DU CANADA

L'économie canadienne a continué de progresser allègrement en 1988, avec une augmentation de 4,5 pour 100 du produit intérieur brut (PIB) réel, une des plus élevées parmi les pays du Sommet. Pour la quatrième année consécutive, la croissance de la demande intérieure finale a dépassé celle du PIB réel en 1988, affichant sa plus forte augmentation annuelle depuis 1973. Toutes les catégories de la demande intérieure finale ont enregistré des gains importants. La croissance dans les secteurs de la consommation et de l'habitation, qui avait ralenti à la suite du krach boursier d'octobre 1987, a repris fortement au second semestre de 1988. L'investissement commercial non résidentiel est resté le principal moteur de la croissance en 1988. Favorisé par des taux élevés et croissants d'utilisation de la capacité de production et la bonne situation financière des entreprises, l'investissement réel des entreprises dans des usines et de l'équipement a augmenté de plus de 30 pour 100 depuis deux ans, les dépenses au titre des machines et de l'équipement étant particulièrement élevées.

La croissance vigoureuse de la demande intérieure, particulièrement dans les catégories vulnérables aux importations que sont les machines et l'équipement et les biens de consommation durables, a contribué à la détérioration du surplus du commerce de marchandises en 1988. Le déficit du compte courant a aussi augmenté en 1988, mais cela s'explique en grande partie par plusieurs versements spéciaux de dividendes par des sociétés canadiennes à des actionnaires étrangers à la fin de l'an dernier.

La poursuite de la croissance de l'économie canadienne à un rythme supérieur aux prévisions en 1988 a contribué à un resserrement des marchés du travail et des produits. Les taux d'utilisation de la capacité de production se sont rapprochés de 100 pour 100 dans plusieurs industries. L'emploi a augmenté de 3,2 pour 100 pendant l'année, le plus fort taux de croissance annuel pendant la reprise. Après un ralentissement marqué de mai à octobre, l'emploi a augmenté à nouveau fortement à la fin de l'année. Le taux de chômage est tombé à 7,7 pour 100 au quatrième trimestre, niveau comparable au taux moyen qui existait avant la récession. Au premier trimestre de 1989, le taux de chômage est resté à peu près inchangé.

Le resserrement des marchés du travail et des produits a accru les pressions inflationnistes. Après avoir fluctué entre 3,8 et 4,2 pour 100 en 1988, le taux d'inflation de l'Indice des prix à la

consommation (IPC) pour tous les articles est monté à 4,6 pour 100 en février 1989 et est resté à ce niveau jusqu'en avril. Le taux d'inflation sous-jacent, mesuré au moyen de l'IPC en excluant les composantes alimentaires et énergétiques, est passé de 4,2 pour 100 à la fin de 1987 à 5,4 pour 100 en février et s'est maintenu depuis au-dessus de 5 pour 100. L'inflation a augmenté malgré l'influence modératrice de la forte appréciation du dollar canadien et de la baisse des prix mondiaux du pétrole en 1988.

Comme dans les autres pays du Sommet, les taux d'intérêt à court terme ont augmenté sensiblement au Canada en 1988 et au début de 1989 par suite de l'intensification des pressions inflationnistes. Les taux d'intérêt à long terme, par ailleurs, ont diminué par rapport aux niveaux de 1987 et 1988, car les investisseurs ont confiance qu'il n'y aura pas de flambée inflationniste. Depuis le début de 1988, le dollar canadien a vu sa valeur augmenter fortement par rapport à toutes les grandes monnaies, y compris le dollar US, passant de 0,77 \$US au début de 1988 à plus de 0,83 \$US.

Dans ses prévisions économiques de juin 1989, l'OCDE estime que le taux de croissance économique du Canada (pour ce qui est du PIB réel) ralentira à 3,25 pour 100 en 1989 et à 2,25 pour 100 en 1990. L'OCDE prévoit que les prix à la consommation augmenteront de 4,25 pour 100 cette année et l'année suivante et que le taux de chômage restera stable à 7,75 pour 100 au cours des 18 prochains mois. Ces chiffres sont légèrement plus optimistes en ce qui concerne le chômage et l'inflation que les prévisions du gouvernement canadien sur lesquelles a été fondé le budget d'avril 1989. Dans ses dernières prévisions, l'OCDE s'est rapprochée des évaluations du gouvernement canadien quant aux perspectives économiques.